

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 209

[S-C — 29645]

24 AOÛT 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement secondaire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 10, § 1er, l'article 12bis, inséré par la loi du 11 juillet 1973, l'article 25 modifié par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 et l'article 29 remplacé par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, l'arrêté royal du 25 septembre 1964 et l'arrêté royal n° 456 du 1er septembre 1986;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 2;

Vu la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, notamment les articles 22 et 22bis modifiés par le décret du 19 juillet 1991;

Vu le décret du 19 juillet 1991 portant certaines dispositions urgentes en matière d'enseignement, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991, notamment l'article 4 et l'article 6, modifiés par les arrêtés royaux des 22 et 31 juillet 1969, 7 mars 1979 et 1er août 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976, 14 novembre 1978, 4 avril 1980, 5 mars et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février et 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985, 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet et 20 novembre 1989, 21 mai, 14 août, 24 et 27 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1970, 3 juin 1976, 1er avril 1977 et 21 octobre 1980 et par les arrêtés de l'Exécutif des 1er août 1989, 2 octobre et 20 décembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, notamment l'article 4 et l'article 11, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1976 et 25 août 1978 et 4 février 1988;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, notamment l'article 4 et l'article 11, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1976 et 25 août 1978;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, notamment l'article 4 et l'article 11, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1976, 29 mars 1977, 25 août 1978 et 26 juin 1984;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1977, 23 août 1978 et 16 décembre 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, les écoles moyennes d'application annexées aux écoles normales moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques, la pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés ministériels des 31 mars 1971 et 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royales, dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté ministériel du 31 mars 1981;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux, de professeur de cours techniques et de professeur de pratique professionnelle dans les écoles techniques secondaires inférieures et les écoles professionnelles secondaires inférieures dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977 et par l'arrêté de l'Exécutif du 1er août 1989;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeurs de cours généraux et de professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royales, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française, modifié par l'arrêté ministériel du 24 mai 1977 et par l'arrêté de l'Exécutif du 1er août 1989;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur dispensé dans les athénées royales dont la langue de l'enseignement est la langue française, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés ministériels des 30 avril 1970, 31 mars 1981 et 10 mai 1984;

Vu l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en application de l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 1er;

Vu l'avis de l'inspection des finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du comité de Secteur IX et du comité des Services publics provinciaux et locaux, 2ème section;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales et du Ministre de l'Education et vu la délibération de l'Exécutif,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Du classement des années d'études*

Article 1er. Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements :

« Art. 4bis. Dans l'enseignement secondaire de type I :

1° le degré inférieur comprend :

a) le premier et le deuxième degrés dans les établissements qui n'organisent que ces deux degrés;

b) le premier et le deuxième degrés, en ce compris la quatrième année de réorientation visée à l'article 13, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire mais à l'exclusion de la deuxième année du deuxième degré de l'enseignement de transition dans les établissements qui organisent les trois degrés;

c) le deuxième degré, en ce compris la quatrième année de réorientation visée à l'article 13, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire mais à l'exclusion de la deuxième année du deuxième degré de l'enseignement de transition dans les établissements qui organisent les deuxième et troisième degrés;

2° le degré supérieur comprend la deuxième année du deuxième degré de l'enseignement de transition, en ce compris la quatrième année de réorientation visée à l'article 13, § 1er, de l'arrêté royal du 29 juin 1984, précité, et le troisième degré, dans les établissements qui organisent les trois degrés ou les deuxième et troisième degrés ».

CHAPITRE II. — *De l'attribution des cours et du rappel provisoire à l'activité de service*

Art. 2. Dans l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, il est inséré un chapitre IIbis comprenant les articles 13bis à 13quinquies, rédigés comme suit :

« CHAPITRE IIbis. — *Des compléments d'horaire dans l'enseignement de la Communauté française*

Art. 13bis. Au sein d'un même établissement, par priorité sur toute désignation à titre temporaire, les cours du deuxième degré de l'enseignement secondaire qui n'ont pas été confiés à un membre du personnel nommé à titre définitif ou admis au stage, sont confiés, dans les branches qu'il est habilité à enseigner en raison de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif, à tout membre du personnel de l'enseignement secondaire, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et auquel n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours au moins égal à celui pour lequel il est rétribué.

Au sein d'un même établissement, par priorité sur toute désignation à titre temporaire, les cours généraux et les cours spéciaux du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel qui n'ont pas été confiés à un membre du personnel nommé à titre définitif peuvent être confiés, dans les branches qu'il est habilité à enseigner en raison de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif, à tout membre du personnel de l'enseignement secondaire du degré inférieur, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et auquel n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours au moins égal à celui pour lequel il est rétribué.

Au sein d'un même établissement, tout membre du personnel nommé à titre définitif, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et auquel n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, peut être chargé de dispenser, au degré d'enseignement secondaire où il est nommé, des cours dans des branches apparentées à la fonction qu'il exerce. L'Exécutif fixe la liste des branches apparentées.

Au sein d'un même établissement, tout membre du personnel nommé à titre définitif au degré inférieur de l'enseignement secondaire, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et auquel n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, peut être chargé de dispenser, au degré inférieur, des cours dans toute branche constitutive de son titre d'agrégé de l'enseignement inférieur. Cette règle n'est pas applicable aux titulaires de fonctions de professeur de religion ou de morale non confessionnelle. Elle ne s'applique pas non plus pour l'attribution de ces cours.

Art. 13ter. Tout membre du personnel nommé à titre définitif qui n'a pas été placé en disponibilité par défaut d'emploi et auquel n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours au moins égal à celui pour lequel il est rétribué peut être chargé, au sein de l'établissement où il est affecté, de dispenser des cours dans toute autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis. Cette règle n'est pas applicable aux titulaires de fonctions de professeur de religion ou de morale non confessionnelle. Elle ne s'applique pas non plus pour l'attribution de ces cours.

Art. 13quater. Le membre du personnel bénéficiant d'un complément d'horaire conformément aux dispositions des articles 13bis et 13ter conserve le bénéfice de l'échelle barémique qui lui est attribuée eu égard à la fonction à laquelle il est nommé.

Art. 13quinquies. Tout membre du personnel peut refuser de se voir attribuer des périodes sur base des dispositions de l'article 13bis, alinéas 2 et 3, ainsi que de l'article 13ter. Dans ce cas, il doit se voir attribuer, par priorité sur toute désignation à titre temporaire, et le cas échéant en application de l'article 26bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, pour des périodes qui ne peuvent être inférieures à 10 jours ouvrables, un complément de charge dans sa fonction dans tout établissement se situant à moins de 25 km de son domicile ou n'entraînant pas pour lui une durée de déplacement supérieur à 4 heures par jour, à l'aide des transports en commun. »

Art. 3. Un article 31bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements :

« Art. 31bis Le membre du personnel visé à l'article 167bis peut, à sa demande, être admis au stage dans la fonction à laquelle il a été rappelé, à titre provisoire, à l'activité de service.

Il bénéficie de l'échelle barémique de la nouvelle fonction à laquelle il a été admis au stage.

L'emploi auquel il est admis au stage n'est pas soumis aux conditions de l'article 31, alinéa 2. »

Art. 4. Un article 167bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 167bis. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté ni rappelé à l'activité de service dans la fonction à laquelle il est nommé, peut être rappelé, à titre provisoire, à l'activité de service :

1° dans tout emploi d'une fonction de recrutement de la même catégorie pour laquelle il possède le titre requis;

2° avec son accord, dans tout emploi d'une fonction de recrutement d'une autre catégorie pour laquelle il possède le titre requis.

Le membre du personnel rappelé à l'activité de service en application de l'alinéa précédent conserve le bénéfice de l'échelle barémique qui lui est attribuée eu égard à la fonction à laquelle il est nommé. »

Art. 5. L'article 1er de l'arrêté ministériel du 24 octobre 1974 pris en application de l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel des établissements de l'Etat, est complété par les alinéas suivants :

« Le membre du personnel rappelé, à titre provisoire, à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts des périodes pour lesquelles il est rémunéré, n'entre en fonction dans l'emploi où il est rappelé à l'activité de service à titre définitif qu'à la date du 1er juillet suivant.

Le membre du personnel rappelé à l'activité de service à titre définitif dans un emploi attribué sur la base des articles 13bis ou 13ter de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, n'entre en fonction qu'à la date du 1er juillet suivant. »

Art. 6. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 22 mars 1969, précité :

« Art. 26bis. Il peut être mis fin à toute désignation à titre temporaire d'un membre du personnel qui ne compte pas, dans l'enseignement de la Communauté française, 240 jours d'ancienneté de service en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou l'attribution à un membre du personnel nommé à titre définitif ou admis au stage d'un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré. »

Art. 7. L'article 78 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Il peut être mis fin à toute désignation à titre temporaire à une fonction de sélection en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel nommé à titre définitif à ladite fonction mis en disponibilité par défaut d'emploi. »

Art. 8. L'article 92 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Il peut être mis fin à toute désignation à titre temporaire à une fonction de promotion en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel nommé à titre définitif à ladite fonction mis en disponibilité par défaut d'emploi. »

CHAPITRE III. — *Du rappel provisoire en service dans l'enseignement subventionné par la Communauté française*

Art. 9. Dans l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné, il est inséré un 5bis et un 5ter, rédigés comme suit :

« 5bis. Doit, dans l'ordre déterminé au 2, a) et c) confier à un membre de son personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être réaffecté, un emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis.

L'alinéa 1^{er} n'entraîne cependant pas l'obligation de confier :

- a) un emploi d'une fonction de sélection ou d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de recrutement;
- b) un emploi d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de sélection;
- c) un emploi d'une fonction de l'enseignement supérieur à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de l'enseignement fondamental ou dans une fonction de l'enseignement secondaire.

L'alinéa 1^{er} n'entraîne pas non plus l'obligation, pour le pouvoir organisateur, de confier et, pour le membre du personnel, d'accepter un emploi vacant dans l'enseignement spécial, dans l'enseignement de promotion sociale, ou dans l'enseignement à horaire réduit.

5ter. Peut, au sein d'un même établissement ou dans un de ses établissements du Centre d'enseignement secondaire ou au sein de l'ensemble des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, confier :

a) à tout membre du personnel nommé au degré inférieur de l'enseignement secondaire, qu'il a placé en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter :

— un emploi vacant dans la quatrième année d'étude de l'enseignement secondaire, faisant partie du degré supérieur, dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est nommé en raison d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A;

— un emploi vacant au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel de type I ou au cycle supérieur de l'enseignement secondaire professionnel de type II, dans une fonction de professeur de cours généraux ou de cours spéciaux dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est nommé en raison d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A;

b) à tout membre du personnel nommé au degré supérieur de l'enseignement secondaire, qu'il a placé en disponibilité par défaut d'emploi et qu'il n'a pu réaffecter : un emploi vacant au deuxième degré de l'enseignement secondaire de type I dans les années faisant partie du degré inférieur, ou dans les troisièmes, quatrième et cinquièmes années d'études du cycle inférieur de l'enseignement secondaire de type II dans les branches qu'il est habilité à enseigner dans le degré où il est nommé en raison d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A;

c) avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a placé en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être rappelé en service : tout emploi vacant dans toute autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre jugé suffisant du groupe A. »

Art. 10. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5bis. Les cours confiés sur la base de l'article 5, § 1^{er}, 5bis ou 5ter, ne donnent pas d'office le droit à la nomination à titre définitif dans cette autre fonction. Ils sont confiés jusqu'au 30 juin suivant. »

Art. 11. Un article 5ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5ter. Le membre du personnel visé à l'article 5, § 1^{er}, 5bis ou 5ter, conserve le bénéfice de la subvention-traitement d'attente liée aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité.

Les périodes pendant lesquelles un membre du personnel placé en disponibilité par défaut d'emploi est rappelé provisoirement en service, sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente, même en cas de rappel en service partiel.

Le membre du personnel réaffecté dans un emploi qui a été attribué sur la base de l'article 5, § 1^{er}, 5bis ou 5ter ne prend fonction que le 30 juin suivant.

Le membre du personnel visé à l'article 5, § 1^{er}, 5bis ou 5ter, lorsqu'il est ensuite réaffecté, n'entre en fonction que le 30 juin suivant. »

CHAPITRE IV. — *Des services rendus dans un autre pouvoir organisateur par un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi*

Art. 12. Un article 167ter, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 22 mars 1969, précité :

« Art. 167ter. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé à l'activité de service et qui répond à une offre d'emploi d'un autre pouvoir organisateur, continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente.

Sans préjudice de l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} ne bénéficie d'aucune subvention-traitement.

Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation dans l'enseignement de la Communauté française et de répondre à toute proposition de réaffectation ou de rappel à l'activité qui lui serait faite avant le 1^{er} octobre de chaque année scolaire, le membre du personnel, par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 du présent arrêté, conserve sa nomination à titre définitif aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur qui l'a engagé sur base des dispositions de l'alinéa 1^{er}.

Les périodes pendant lesquelles un membre du personnel placé en position de disponibilité par défaut d'emploi bénéficie des dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul du traitement d'attente. »

Art. 13. Un article 5quater, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 27 juillet 1976, précité :

« Art. 5quater. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être réaffecté ni rappelé en service et qui répond à une offre d'emploi d'un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi, continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente.

Sans préjudice de l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} ne bénéficie d'aucun autre traitement ou subvention-traitement.

Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation auprès du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi et de répondre à toute proposition de réaffectation ou de rappel en service qui lui serait faite avant le 1^{er} octobre de chaque année scolaire, le membre du personnel conserve sa nomination à titre définitif aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur qui l'a engagé sur base des dispositions de l'alinéa 1^{er}.

Les périodes pendant lesquelles un membre du personnel placé en position de disponibilité par défaut d'emploi bénéficie des dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul du traitement d'attente, même en cas de rappel en service partiel. »

CHAPITRE V. — Du premier degré de l'enseignement secondaire de type I dispensé dans les établissements d'enseignement de la Communauté française

Art. 14. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1989 précisant la spécificité des titres pour les fonctions de professeurs de cours généraux et de professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française, abrogé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} août 1989, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 2. Dans la première année B et dans la deuxième année de l'enseignement professionnel :

1^o le cours de géographie peut être confié au professeur chargé du cours de première langue ou du cours d'histoire;

2^o le cours de sciences naturelles peut être confié au professeur chargé du cours de mathématique;

3^o le cours de mathématiques peut être confié au professeur chargé du cours d'éducation scientifique.

Dans la première année A et dans la deuxième année commune :

1^o le cours de géographie peut être confié au professeur chargé du cours de première langue ou du cours d'histoire;

2^o le cours de physique peut être confié au professeur chargé du cours de sciences naturelles;

3^o les cours de sciences naturelles, de biologie, de sciences économiques, d'initiation à la vie économique peuvent être confiés au professeur chargé du cours de mathématique.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne peuvent avoir pour effet d'attribuer à un membre du personnel désigné à titre temporaire, des périodes qui pourraient être attribuées à un autre membre du même établissement, nommé à titre définitif, auquel n'a pu être attribué un nombre d'heures de cours au moins égal à celui pour lequel il est rémunéré. »

CHAPITRE VI. — De certaines fonctions

Art. 15. A l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 précité sont apportées les modifications suivantes :

1^o le C, a, 2 est abrogé;

2^o il est inséré un *Dbis*, rédigé comme suit :

« *Dbis.* Dans l'enseignement secondaire, fonction de recrutement : professeur de langues anciennes (latin, grec) ».

Art. 16. L'article 8, 2, de l'arrêté royal du 22 avril 1969, précité, est abrogé.

Art. 17. Un article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. *9bis.* Le titre requis pour la fonction de professeur de cours de langues anciennes (latin, grec) que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire est le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (philologie classique). »

Art. 18. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royaux, dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, les mots « latin, grec » sont supprimés.

Art. 19. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les instituts techniques de l'Etat dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, les mots « latin, grec » sont supprimés.

Art. 20. L'article 1^{er}, 9^o, de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans l'enseignement secondaire supérieur, dispensé dans les athénées royaux dont la langue de l'enseignement est la langue française, est abrogé.

Art. 21. Dans le tableau de l'article 1^{er}, D, deuxième colonne, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, les mots « professeur de langues anciennes (latin, grec) dans l'enseignement secondaire » sont ajoutés en regard des mots :

1^o proviseur d'athénée royal ou d'un lycée royal;

2^o sous-directeur.

Art. 22. Dans le tableau de l'article 1^{er}, D, deuxième colonne, de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, sont ajoutés les mots « professeur de langues anciennes (latin, grec) dans l'enseignement secondaire. »

Art. 23. A l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le B, 1^o, 2, et le B, 2^o, 2, sont abrogés;

2° il est inséré un *Bbis*, rédigé comme suit :

« *Bbis*. Enseignement secondaire

Professeur de langues anciennes (latin, grec)

Groupe A

a) AESS (philosophie et lettres-tous les groupes, sauf la philologie germanique) : de l'AESS(TR).

Groupe B

b) licencié (philologie classique ou philologie romane ou histoire) : de l'AESS(TR)-biennale;

c) dans les deux premières années de l'enseignement secondaire uniquement : AESI (section langue maternelle et histoire) : de l'AESI (cours généraux) ».

Art. 24. A l'article 12, § 1^{er}, 3^o, a), du même arrêté, le mots « professeur de langues anciennes (latin, grec) » sont ajoutés en dessous des mots « professeur de cours spéciaux ».

Art. 25. A l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, sont apportées les modifications suivantes :

« *Bbis*. Enseignement secondaire

Professeur de langues anciennes (latin, grec)

Groupe A

a) AESS (philosophie et lettres-tous les groupes, sauf la philologie germanique) : de l'AESS(TR).

Groupe B

b) licencié (philologie classique ou philologie romane ou histoire) : de l'AESS(TR)-biennale;

c) dans les deux premières années de l'enseignement secondaire uniquement : AESI (section langue maternelle et histoire) : de l'AESI (cours généraux) ».

Art. 26. A l'article 12, § 1^{er}, 3^o, d), du même arrêté, les mots « , de professeur de langues anciennes (latin, grec) » sont insérés entre les mots « professeurs de cours généraux » et les mots « ou de professeur de morale ».

Art. 27. A l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1° le A, 8, est abrogé;

2° il est inséré un *Cbis*, rédigé comme suit :

« *Cbis*. Enseignement secondaire

Professeur de langues anciennes (latin, grec)

Groupe A

a) AESS (philosophie et lettres-tous les groupes, sauf la philologie germanique) : de l'AESS(TR).

Groupe B

b) licencié (philologie classique ou philologie romane ou histoire) : de l'AESS(TR)-biennale;

c) dans les deux premières années de l'enseignement secondaire uniquement : AESI (section langue maternelle et histoire) : de l'AESI (cours généraux) ».

Art. 28. L'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 déterminant les cours généraux, cours spéciaux, cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes d'application annexées aux écoles normales moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française ou la langue allemande, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Dans les mêmes écoles sont considérés comme cours techniques et de pratique professionnelle les autres cours qui figurent au programme des sections coupe et couture, habillement, économie ménagère et sections assimilées.

Dans les mêmes écoles (sections autres que celles visées à l'alinéa 1^{er}), sont considérés comme cours de pratique professionnelle les cours qui figurent au programme des études sous l'une des appellations suivantes : formation gestuelle, pratique du métier, travaux d'atelier.

Dans les mêmes écoles (sections autres que celles visées à l'alinéa 1^{er}), sont considérés comme cours techniques les autres cours qui figurent au programme des études. »

Art. 29. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures annexées aux établissements d'enseignement moyen dont la langue de l'enseignement est la langue française, les mots « Pour les cours techniques et de pratique professionnelle déterminés ci-après, la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (autres spécialités) dans les écoles moyennes » sont remplacés par les mots « Pour les cours techniques et les cours de pratique professionnelle déterminés ci-après, la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours techniques (autres spécialités) et pour la fonction de professeur de pratique professionnelle (autres spécialités) dans les écoles moyennes ».

Art. 30. A l'article 8, nos 11, d), 12, 13, 14, a), b), et 17, a), b), c), de l'arrêté royal du 22 avril 1969, précité, les mots « complété par une année d'expérience utile » sont supprimés.

Art. 31. A l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « à l'article 8, litteras 11, 12, 13, 14 et 17 », sont remplacés par les mots « à l'article 8, litteras 11, 14 et 17 »;

2° il est inséré la phrase suivante, rédigée comme suit :

« Toutefois, sur avis favorable de l'inspection, cette expérience utile, peut être acquise pour moitié dans une fonction de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant. Par ailleurs, les membres du personnel qui comptent au moins six années de service dans une fonction de professeur de pratique professionnelle pour laquelle ils avaient l'expérience utile visée à l'article 8 peuvent être, moyennant avis

favorable de l'inspection, dispensés de cette condition d'expérience utile pour être désignés à titre temporaire, admis au stage, nommés à titre définitif ou réaffectés dans une autre fonction de professeur de pratique professionnelle. »

Art. 32. Entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 4 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postscolaire psychopédagogique, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, sur avis favorable de l'inspection, cette expérience utile, peut être acquise pour moitié dans une fonction de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant. Par ailleurs, les membres du personnel qui comptent au moins six années de service dans une fonction de professeur de pratique professionnelle pour laquelle ils avaient obtenu la valorisation de l'expérience utile peuvent être, moyennant avis favorable de l'inspection, dispensés de cette condition d'expérience utile pour être recrutés à titre temporaire, nommés à titre définitif ou réaffectés dans une autre fonction de professeur de pratique professionnelle. »

Art. 33. Un article 4 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 4 bis. Pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, en cas d'avis défavorable de l'inspection, le Ministre prend une décision définitive pour l'expérience utile visée à l'article 4 après avoir requis l'avis de la commission chargée de donner des avis à propos du recrutement des porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A, visée à l'article 6, § 3. »

Art. 34. Entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 4 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, sur avis favorable de l'inspection, cette expérience utile, peut être acquise pour moitié dans une fonction de la catégorie des membres du personnel directeur et enseignant. Par ailleurs, les membres du personnel qui comptent au moins six années de service dans une fonction de professeur de pratique professionnelle pour laquelle ils avaient l'expérience utile peuvent être, moyennant avis favorable de l'inspection, dispensés de cette condition d'expérience utile pour être recrutés à titre temporaire, nommés à titre définitif ou réaffectés dans une autre fonction de professeur de pratique professionnelle. »

Art. 35. Un article 4 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 4 bis. Pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, en cas d'avis défavorable de l'inspection, le Ministre prend une décision définitive pour l'expérience utile visée à l'article 4 après avoir requis l'avis de la commission chargée de donner des avis à propos du recrutement des porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A, visée à l'article 6, § 3. »

Art. 36. Un article 13sexies, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du 22 avril 1969 précité :

« Art. 13sexies. Les surveillances de stages, classés cours de pratique professionnelle, peuvent être attribuées, en trentième d'une charge à prestations complètes et selon la même échelle barémique, à un membre du personnel auquel sont attribuées au moins trois heures de cours dans l'option groupée dont relèvent les stages, même si ce membre du personnel est désigné à titre temporaire, admis au stage ou nommé à titre définitif à la fonction de professeur de cours généraux ou à la fonction de professeur de cours techniques. »

Art. 37. Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique :

« Art. 17bis. Les surveillances de stages, classés cours de pratique professionnelle, peuvent être attribuées, en trentième d'une charge à prestations complètes et selon la même échelle barémique, à un membre du personnel auquel sont attribuées au moins trois heures de cours dans l'option groupée dont relèvent les stages, même si ce membre du personnel est recruté à titre temporaire, ou nommé à titre définitif à la fonction de professeur de cours généraux ou à la fonction de professeur de cours techniques. »

Art. 38. Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale :

« Art. 21bis. Les surveillances de stages, classés cours de pratique professionnelle, peuvent être attribuées, en trentième d'une charge à prestations complètes et selon la même échelle barémique, à un membre du personnel auquel sont attribuées au moins trois heures de cours dans l'option groupée dont relèvent les stages, même si ce membre du personnel est recruté à titre temporaire, ou nommé à titre définitif à la fonction de professeur de cours généraux ou à la fonction de professeur de cours techniques. »

Art. 39. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés :

« Art. 20bis. Les surveillances de stages, classés cours de pratique professionnelle, peuvent être attribuées, en trentième d'une charge à prestations complètes et selon la même échelle barémique, à un membre du personnel auquel sont attribuées au moins trois heures de cours dans l'option groupée dont relèvent les stages, même si ce membre du personnel est recruté à titre temporaire, ou nommé à titre définitif à la fonction de professeur de cours généraux ou à la fonction de professeur de cours techniques. »

Art. 40. L'article 17 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Le certificat de cours normaux techniques moyens est admis au même titre que le certificat d'aptitudes pédagogiques, pour diverses fonctions énumérées au présent arrêté. »

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 41. Dans l'enseignement de la Communauté française, au degré inférieur de l'enseignement secondaire, les membres du personnel nommés à titre définitif ou admis au stage à la fonction de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, à l'exclusion des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle (spécialité économie domestique) et des professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle (spécialité coupe et couture), sont réputés nommés ou admis au stage aux deux fonctions de professeur de cours techniques et de professeur de pratique professionnelle à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

A titre transitoire, parmi les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, ceux qui étaient nommés à titre définitif à la fonction de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle (autres spécialités) et qui exerçaient une fonction à prestations complètes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conservent le bénéfice de cette fonction complète sur base du même nombre de périodes de cours.

Art. 42. Les membres du personnel nommés à titre définitif et dont la nomination est agréée là où l'agrégation existe ou admis en stage respectivement aux fonctions de professeur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou de professeur de cours généraux (latin, grec) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et qui sont porteurs du titre requis fixé à l'article 9bis de l'arrêté royal du 22 avril 1969 précité, sont réputés nommés ou admis au stage à la fonction de professeur de langues anciennes (latin, grec) dans l'enseignement secondaire à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les membres du personnel nommés à titre définitif et dont la nomination est agréée là où l'agrégation existe, à la fonction de professeur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou à la fonction de professeur de cours généraux (latin, grec) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur qui ne sont pas porteurs du titre requis à l'article 9bis de l'arrêté royal du 22 avril 1969 précité conservent le bénéfice de leur nomination.

Les membres du personnel recrutés à titre temporaire à la fonction de professeur de langues anciennes dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire ou à la fonction de professeur de cours généraux (latin, grec) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à bénéficier des dispositions qui leur étaient applicables avant cette date et pourront être nommés à titre définitif dans les conditions qui prévalaient avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 43. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1992.

Art. 44. Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 août 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 209

24 AUGUSTUS 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het secundair onderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet d.d. 11 juli 1973, inzonderheid op artikel 10, § 1, op artikel 2bis, ingevoegd bij de wet d.d. 11 juli 1973, op artikel 25 gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986 en op artikel 29 vervangen door de wet d.d. 11 juli 1973;

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit d.d. 25 september 1984 en bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 1 september 1986;

Gelet op de wet d.d. 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet d.d. 11 juli 1973 houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, inzonderheid op de artikelen 22 en 22bis, gewijzigd bij het decreet d.d. 19 juli 1991;

Gelet op het decreet d.d. 19 juli 1991 houdende sommige dringende bepalingen inzake onderwijs, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1991, inzonderheid op artikel 4 en artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 22 en 31 juli 1969, 7 maart 1979 en 1 augustus 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1971, 18 maart 1976, 14 november 1978, 4 april 1980, 5 maart en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari en 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985, 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli en 20 november 1989, 21 mei, 14 augustus, 24 en 27 september 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 2 mei 1970, 3 juni 1976, 10 april 1977 en 21 oktober 1980 en bij de besluiten van de Executieve d.d. 1 augustus 1989, 2 oktober en 20 december 1991;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 23 november 1970;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevooronderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 226 d.d. 7 december 1983;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psychopedagogische jaar, inzonderheid op artikel 4 en artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 17 september 1976 en 25 augustus 1978 en 4 februari 1988;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs of in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, inzonderheid op artikel 4 en artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 17 september 1976 en 25 augustus 1978;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 4 en artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 17 september 1976, 29 maart 1977, 25 augustus 1978 en 26 juni 1984;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekennning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1977, 23 augustus 1978 en 16 december 1981;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de middelbare oefenscholen verbonden aan de middelbare normaalscholen, in de lagere graad van de koninklijke atheneae en lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het ministerieel besluit tot vaststelling van de algemene vakken, technische vakken, beroepspraktijk en technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische rijksinrichtingen waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, inz. op artikel 1, gewijzigd bij de ministeriële besluiten d.d. 31 maart 1971 en 31 maart 1981;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke atheneae waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het ministerieel besluit d.d. 31 maart 1981;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en van leraar beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en in de lagere secundaire beroepsscholen, waarvan de Franse taal de onderwijstaal is, gewijzigd bij het ministerieel besluit d.d. 24 mei 1977 en bij het besluit van de Executieve d.d. 1 augustus 1989;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en van leraar beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke lycea en atheneae, in de lagere technische secundaire studieafdelingen en in de lagere secundaire afdelingen voor beroepsonderwijs, toegevoegd aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, gewijzigd bij het ministerieel besluit d.d. 24 mei 1977 en bij het besluit van de Executieve d.d. 1 augustus 1989;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken (andere specialiteiten) en van leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke atheneae waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, inz. op artikel 1, gewijzigd bij de ministeriële besluiten d.d. 30 april 1970, 31 maart 1981 en 10 mei 1984;

Gelet op het ministerieel besluit d.d. 24 oktober 1974 genomen ter uitvoering van artikel 167 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van Sectorcomité IX en van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2de afdeling;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs en gelet op de beraadslaging van de Executieve,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Indeling van studie jaren*

Artikel 1. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1968, tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon,

middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, ingevoegd :

« Art. 4bis. In het secundair onderwijs van type I :

1° omvat de lagere graad :

a) de eerste en de tweede graad in de inrichtingen die slechts deze twee graden organiseren;

b) de eerste en de tweede graad, met inbegrip van het vierde heroriënteringsjaar bedoeld in artikel 13, § 2 van het koninklijk besluit d.d. 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, maar behalve de tweede graad van het doorstromingsonderwijs in de inrichtingen die de drie graden organiseren;

c) de tweede graad, met inbegrip van het vierde heroriënteringsjaar bedoeld in artikel 13, § 2, van het koninklijk besluit d.d. 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, maar met uitsluiting van het tweede jaar in de inrichtingen die de tweede en de derde graad organiseren;

2° omvat de hogere graad het tweede jaar van de tweede graad van het doorstromingsonderwijs, met inbegrip van het vierde heroriënteringsjaar bedoeld in artikel 13, § 1, van voormeld koninklijk besluit d.d. 29 juni 1984, en de derde graad, in de inrichtingen die de drie graden of de tweede en de derde graad organiseren.

HOOFDSTUK II. — Toewijzing van de vakken en voorlopige terugroeping in actieve dienst

Art. 2. In het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, wordt een hoofdstuk IIbis ingevoegd dat de artikelen 13bis tot en met 13quinquies omvat, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IIbis. Aanvullende lesroosters in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 13bis. Binnen eenzelfde inrichting worden, bij voorrang op elke tijdelijke aanstelling, de vakken in de tweede graad van het secundair onderwijs die niet werden toevertrouwd aan een vastbenoemd of tot de stage toegelaten personeelslid, toevertrouwd in vakken die het gemachtigd is te onderwijzen op grond van het ambt waartoe het vast benoemd werd, aan elk personeelslid van het secundair onderwijs, dat niet ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie in zijn ambt een aantal lestijden niet kon worden toegekend dat minstens gelijk is aan het aantal waarvoor het bezoldigd wordt.

Binnen eenzelfde inrichting kunnen bij voorrang op elke tijdelijke aanstelling, de algemene vakken en de bijzondere vakken in de derde graad van het secundair beroepsonderwijs die niet werden toegewezen aan een vastbenoemd personeelslid, worden toevertrouwd in vakken die het gemachtigd is te onderwijzen op grond van het ambt waartoe het vast benoemd werd, aan elk personeelslid van het secundair onderwijs van de lagere graad dat niet ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie in zijn ambt een aantal lestijden niet kon worden toevertrouwd dat minstens gelijk is aan het aantal waarvoor het bezoldigd wordt.

Binnen eenzelfde inrichting kan elk personeelslid dat vast benoemd is en niet ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie in zijn ambt een aantal lestijden niet kon worden toevertrouwd dat minstens gelijk is aan het aantal waarvoor het wordt bezoldigd, ermee belast worden, in de graad van het secundair onderwijs waar het vast benoemd is, vakken te onderwijzen die verwant zijn met het ambt dat het uitoefent. De Executieve bepaalt de lijst van de verwante vakken.

Binnen eenzelfde inrichting kan elk personeelslid dat vast benoemd is in de lagere graad van het secundair onderwijs, niet ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking en aan wie in zijn ambt een aantal lestijden niet kon worden toevertrouwd dat minstens gelijk is aan het aantal waarvoor het wordt bezoldigd, ermee belast worden in de lagere graad vakken te onderwijzen die vermeld zijn in zijn bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs. Deze regel is niet van toepassing op de titularissen van de ambten van leraar godsdienst of niet-confessionele zedenleer noch voor de toewijzing van deze vakken.

Art. 13ter. Elk vastbenoemd personeelslid dat niet ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie in zijn ambt een aantal lestijden, dat minstens gelijk is aan dat waarvoor het wordt bezoldigd, niet kon worden verleend, kan ermee worden belast binnen de inrichting waar het is aangesteld, lessen te geven in elk ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het een vereist bekwaamheidsbewijs bezit. Deze regel is niet van toepassing op de titularissen van de ambten van leraar godsdienst of niet-confessionele zedenleer noch voor het toekennen van deze vakken.

Art. 13quater. Het personeelslid dat een aanvullend lesrooster geniet overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 13bis en 13ter, behoudt het voordeel van de weddeschaal die hem wordt toegekend rekening houdend met het ambt waarin het werd benoemd.

Art. 13quinquies. Elk personeelslid kan weigeren dat lestijden hem worden toegekend op grond van de bepalingen van artikel 13bis, lid 2 en lid 3, alsook van artikel 13ter. In dat geval moet het bij voorrang op elke tijdelijke aanstelling, en desgevallend bij toepassing van artikel 26bis van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, voor tijdperken die niet korter dan tien werkdagen mogen zijn, een aanvullende opdracht in zijn ambt krijgen in elke inrichting die gelegen is op minder dan 25 km van zijn woonplaats of die voor hem niet tot gevolg heeft dat hij zich meer dan 4 uur per dag moet verplaatsen met het gemeenschappelijk vervoer.

Art. 3. Een artikel 31bis luidend als volgt, wordt ingevoegd in voormeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 :

« Art. 31bis. Het bij artikel 167bis bedoeld personeelslid kan op zijn verzoek tot de stage worden toegelaten in het ambt waarvoor het tijdelijk in actieve dienst werd teruggeroepen.

Het geniet de weddeschaal van het nieuwe ambt waarvoor het tot de stage werd toegelaten.

Het ambt waarvoor het tot de stage wordt toegelaten, is niet aan de voorwaarden van artikel 31, lid 2 onderworpen ».

Art. 4. Een artikel 167bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd.

« Art. 167bis. Het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelslid, dat niet kon gereffecteerd of in actieve dienst teruggeroepen worden in het ambt waarin het vast benoemd werd, kan voorlopig in actieve dienst teruggeroepen worden :

1° in elke betrekking van een wervingsambt van dezelfde categorie als die waarvoor het een vereist bekwaamheidsbewijs bezit;

2° met zijn toestemming, in elke betrekking van een wervingsambt van een andere categorie dan die waarvoor het een vereist bekwaamheidsbewijs bezit.

Het bij toepassing van vorig lid in actieve dienst teruggeroepen personeelslid behoudt het voordeel van de weddeschaal die hem toegekend werd rekening houdend met het ambt waarin het vast benoemd werd.

Art. 5. Artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 24 oktober 1974, genomen ter uitvoering van artikel 167 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de rijksinrichtingen, wordt met volgend lid aangevuld :

« Het personeelslid, voorlopig in actieve dienst teruggeroepen in een ambt dat minstens drie vierde van de lestijden omvat waarvoor het wordt bezoldigd, treedt pas op de daaropvolgende 1 juli in dienst in het ambt waarvoor het definitief in actieve dienst teruggeroepen wordt.

Het personeelslid, definitief in actieve dienst teruggeroepen in een ambt toegekend op grond van de artikelen 13bis of 13ter van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, treedt pas op de daaropvolgende 1 juli in dienst in het ambt waarvoor het in actieve dienst teruggeroepen wordt ».

Art. 6. Een artikel 26bis luidend als volgt wordt in voormeld koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 ingevoegd :

Art. 26bis. Er kan een einde gemaakt worden aan elke tijdelijke aanstelling van een personeelslid dat geen 240 dagen dienstanciënniteit telt in het onderwijs van de Franse Gemeenschap om hetzij de voorlopige terugroeping in actieve dienst van een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid, hetzij het toekennen, aan een vastbenoemd of tot de stage toegelaten personeelslid, van een aantal uren gelijk aan dat waarvoor het wordt bezoldigd, mogelijk te maken.

Art. 7. Artikel 78 van hetzelfde besluit wordt met volgend lid aangevuld :

« Er kan een einde gemaakt worden aan elke tijdelijke aanstelling in een selectieambt ten einde de voorlopige terugroeping in actieve dienst van een in dit ambt vastbenoemd personeelslid, dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werd gesteld, mogelijk te maken ».

Art. 8. Artikel 92 van hetzelfde besluit wordt met volgend lid aangevuld :

« Er kan een einde gemaakt worden aan elke tijdelijke aanstelling in een bevorderingsambt ten einde de voorlopige terugroeping in actieve dienst van een in dit ambt vastbenoemd personeelslid, dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werd gesteld, mogelijk te maken ».

HOOFDSTUK III. — Voorlopige terugroeping in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs

Art. 9. In artikel 5, § 1 van het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, worden een 5bis en een 5ter ingevoegd, luidend als volgt :

« 5bis : Moet de inrichtende macht in de bij a en c bepaalde volgorde aan een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld lid van haar personeel, dat niet kon gereëffecteerd worden, een vakante betrekking in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, toewijzen.

Lid 1 verplicht echter niet :

a) een betrekking in een selectieambt of een bevorderingsambt toe te vertrouwen aan een wegens ontstentenis van betrekking in een wervingsambt ter beschikking gesteld personeelslid;

b) een betrekking in een bevorderingsambt toe te vertrouwen aan een wegens ontstentenis van betrekking in een selectieambt ter beschikking gesteld personeelslid;

c) een betrekking in een ambt van het hoger onderwijs toe te vertrouwen aan een wegens ontstentenis van betrekking in een ambt van het basisonderwijs of van het secundair onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid.

Lid 1 verplicht de inrichtende macht evenmin een vakante betrekking in het buitengewoon onderwijs, in het onderwijs voor sociale promotie of in het onderwijs met beperkt leerplan toe te wijzen, noch het personeelslid die betrekking aan te nemen.

5ter. Moet een inrichtende macht, in een inrichting of in één van haar inrichtingen van de scholengemeenschap of in het geheel van de inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente:

a) aan elk personeelslid, benoemd in de lagere graad van het secundair onderwijs, dat ze ter beschikking gesteld heeft en niet kon reëffecteren, een vacante betrekking toevertrouwen :

— in het 4e jaar secundair onderwijs (hogere graad) in de vakken die het mag onderwijzen in de graad waarin het benoemd is, wegens het bezit van een vereist of van een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A;

— in de 3e graad van het secundair beroepsonderwijs van type I of in de hogere cyclus van het secundair beroepsonderwijs van type II, in een ambt van leraar algemene of bijzondere vakken, in vakken die het mag onderwijzen in de graad waarin het benoemd is, wegens het bezit van een vereist of van een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A;

b) aan elk personeelslid, benoemd in de hogere graad van het secundair onderwijs, dat ze wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld heeft en niet kon reëffecteren, een vacante betrekking toevertrouwen in de 2e graad van het secundair onderwijs van type I in de jaren van de lagere graad of in het 3e, 4e en 5e jaar van de lagere cyclus van het secundair onderwijs van type II, in de vakken die het mag onderwijzen in de graad waarin het benoemd is, wegens het bezit van een vereist of van een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A;

c) aan elk personeelslid dat ze wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld heeft en niet in actieve dienst kon terugroepen, met zijn instemming een vacante betrekking toevertrouwen in elk ander ambt van dezelfde categorie, waarvoor het een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A bezit ».

Art. 10. Onderstaand artikel 5bis wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 5bis. De vakken, toegewezen op grond van artikel 5, § 1, 5bis of 5ter verlenen niet van ambtswege het recht om in dat ander ambt vast benoemd te worden. Ze worden tot de daaropvolgende 30 juni toegewezen ».

Art. 11. Onderstaand artikel 5ter wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 5ter. Het personeelslid, bedoeld in artikel 5, § 1, 5bis of 5ter, behoudt het voordeel van de wachtweddetoelage voor de prestaties die het vóór zijn terbeschikkingstelling verstrekte.

De terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking wordt voor de perioden van voorlopige terugroeping opgeschort voor de berekening van de wachtweddetoelage, ook bij gedeeltelijke terugroeping.

Het personeelslid, gereëffecteerd in een betrekking toegekend op grond van artikel 5, § 1, 5bis of 5ter, neemt pas op de daaropvolgende 30 juni zijn ambt op.

Het personeelslid bedoeld in artikel 5, § 1, 5bis of 5ter en nadien gereëffecteerd, treedt eveneens pas op de daaropvolgende 30 juni in dienst ».

HOOFDSTUK IV. — *Diensten verstrekt aan een andere inrichtende macht door een wegens ontstentenis van betrekking gesteld personeelslid*

Art. 12. Onderstaand artikel 167ter wordt in voormeld besluit van 22 maart 1969 ingevoegd :

« Art. 167ter. Elke personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, dat niet gereffecteerd noch teruggeroepen kon worden en gevolg geeft aan een tewerkstellingsaanbod van een andere inrichtende macht, blijft van rechtswege een wachtwedde genieten.

Onverminderd het besluit van de Executieve d.d. 11 september 1990 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs, tijdelijk aangesteld voor een beter bezoldigde betrekking dan die waarin zij vast benoemd werden, geniet het in lid 1 bedoelde personeelslid geen weddetoelage.

Mits het personeelslid elk jaar om zijn reffectatie in het onderwijs van de Franse Gemeenschap verzoekt en het op elk voorstel tot reffectatie of terugroeping in actieve dienst antwoordt dat hem vóór 1 oktober van elk schooljaar wordt gedaan, behoudt het, in afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van dit besluit, zijn vaste benoeming zolang het geen vaste benoeming krijgt bij de inrichtende macht die hem op grond van de bepalingen van lid 1 aangeworven heeft.

De perioden gedurende welke een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, het voordeel geniet van de bepalingen van lid 1 en lid 2 van dit artikel, schorten de terbeschikkingstelling voor de berekening van de wachtwedde op ».

Art. 13. Een artikel 5quater, luidend als volgt, wordt in voormeld koninklijk besluit d.d. 27 juli 1976 ingevoegd :

« Art. 5quater. Elk wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid dat niet kon gereffecteerd of in dienst teruggeroepen worden en dat antwoordt op een tewerkstellingsaanbod van een andere inrichtende macht dan die welke hem ter beschikking had gesteld, blijft van rechtswege het voordeel van een wachtwedde genieten.

Onverminderd het besluit van de Executieve d.d. 11 september 1990 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs, tijdelijk aangesteld voor een beter bezoldigde betrekking dan die waarin zij vast benoemd werden, geniet het in lid 1 bedoelde personeelslid geen andere wedde of weddetoelage.

Mits het personeelslid elk jaar om zijn reffectatie in het onderwijs van de Franse Gemeenschap verzoekt en het op elk voorstel tot reffectatie of terugroeping in actieve dienst antwoordt dat hem vóór 1 oktober van elk schooljaar wordt gedaan, behoudt het zijn vaste benoeming zolang het geen vaste benoeming krijgt bij de inrichtende macht die hem op grond van de bepalingen van lid 1 aangeworven heeft.

De perioden gedurende welke een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, het voordeel geniet van de bepalingen van lid 1 en lid 2 van dit artikel, schorten de terbeschikkingstelling voor de berekening van de wachtwedde op ».

HOOFDSTUK V. — *De eerste graad van het secundair onderwijs van type I in de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 14. Art. 1 en 2 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken en van leraar beroepspraktijk in de lagere secundaire technische scholen en in de lagere secundaire beroepsscholen, waarvan de Franse taal de onderwijstaal is, opgeheven bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 augustus 1989, wordt als volgt hersteld :

« Art. 2. In het eerste jaar B en in het tweede jaar van het beroepsonderwijs :

1° mag het vak aardrijkskunde toevertrouwd worden aan de leraar belast met het vak eerste taal of met het vak geschiedenis;

2° mag het vak natuurwetenschappen toevertrouwd worden aan de leraar belast met het vak wiskunde;

3° mag het vak wiskunde toevertrouwd worden aan de leraar belast met het vak wetenschappelijke opvoeding.

In het eerste jaar A en in het tweede gemeenschappelijk jaar :

1° mag het vak aardrijkskunde toevertrouwd worden aan de leraar belast met het vak eerste taal of met het vak geschiedenis;

2° mag het vak fysica toevertrouwd worden aan de leraar belast met het vak natuurwetenschappen;

3° mogen de vakken natuurwetenschappen, biologie, economische wetenschappen, inleiding tot het bedrijfsleven toevertrouwd worden aan de leraar belast met het vak wiskunde.

Lid 1 en lid 2 mogen niet tot gevolg hebben dat een tijdelijk aangesteld personeelslid lestijden toegewezen krijgt die zouden kunnen toegewezen worden aan een ander vastbenoemd personeelslid van dezelfde inrichting aan wie een aantal lesuren dat minstens gelijk is aan het aantal waarvoor hij bezoldigd wordt, niet kon toegewezen worden.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaalde ambten*

Art. 15. In artikel 6 van bovenvermeld koninklijk besluit van 2 oktober 1968 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° C,a,2 wordt opgeheven;

2° een Dbis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Dbis. In het secundair onderwijs : wervingsambt : leraar oude talen (Latijn, Grieks).

Art. 16. Artikel 8, 2 van voormeld koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 wordt opgeheven.

Art. 17. Een artikel 9bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« 9bis. Het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van leraar oude talen (Latijn, Grieks) dat de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs mogen uitoefenen, is het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs (klassieke filologie) ».

Art. 18. In artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de koninklijke atheneae, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, worden de woorden « Latijn, Grieks » geschrapt.

Art. 19. In artikel 1 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs verstrekt in de technische rijksinstituten waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, worden de woorden « Latijn, Grieks » geschrapt.

Art. 20. Artikel 1, 9^o van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken, van leraar technische vakken (andere specialiteiten) en voor het ambt van leraar beroepspraktijk (andere specialiteiten) in het hoger secundair onderwijs, verstrekt in de koninklijke atheneum waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, wordt opgeheven.

Art. 21. In de tabel van artikel 1, D, tweede kolom van het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel en het paramedisch personeel van de Rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, worden de woorden « leraar oude talen (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs » toegevoegd naast de woorden :

1^o provisor van een koninklijk atheneum of lyceum;

2^o onderdirecteur.

Art. 22. In de tabel van artikel 1, D, tweede kolom van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, worden de woorden « leraar oude talen (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs » toegevoegd.

Art. 23. In artikel 11 van het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psychopedagogisch jaar, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o B, 1^o, en B, 2^o, 2 worden opgeheven;

2^o een *Bbis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« *Bbis*. Secundair onderwijs : leraar oude talen (Latijn, Grieks) : groep A :

a) GHSO « Wijsbegeerte en letteren — alle groepen behalve Germaanse filologie van het GHSO (VB) : groep B;

b) licentiaat (klassieke filologie of Romaanse filologie of geschiedenis) : van het GHSO (VB) — tweejaarlijks;

c) in de eerste twee jaren van het secundair onderwijs alleen : GLSO (afdeling : moedertaal en geschiedenis) : van het GLSO (algemene vakken).

Art. 24. In artikel 12, § 1, 3^o, a) van hetzelfde besluit worden de woorden « — leraar oude talen (Latijn, Grieks) » toegevoegd onder de woorden « — leraar bijzondere vakken ».

Art. 25. In artikel 11 van het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o B, 1^o, en B, 2^o, 2 worden opgeheven;

2^o een *Bbis*, luidend als volgt wordt ingevoegd :

« *Bbis*. Secundair onderwijs : leraar oude talen (Latijn, Grieks) : groep A :

a) GHSO (wijsbegeerte en letteren — alle groepen behalve Germaanse filologie) van GHSO (VB) : groep B;

b) licentiaat (klassieke filologie of Romaanse filologie of geschiedenis) : van GHSO (VB) — tweejaarlijks

c) in de eerste twee jaren van het secundair onderwijs alleen : GLSO (afdeling moedertaal en geschiedenis) : van GLSO (algemene vakken).

Art. 26. In artikel 12, § 1, 3^o, d, van hetzelfde besluit worden de woorden « van leraar oude talen (Latijn, Grieks) » ingevoegd tussen de woorden « leraar algemene vakken » en de woorden « of leraar zedenleer ».

Art. 27. In artikel 11 van het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o A, 8 wordt opgeheven;

2^o een *Cbis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« *Cbis*. Secundair onderwijs : leraar oude talen (Latijn, Grieks) : groep A :

a) GHSO (wijsbegeerte — alle groepen, behalve Germaanse filologie) : van GHSO (VB);

b) licentiaat (klassieke filologie of Romaanse filologie of geschiedenis) : van GHSO (VB) — tweejaarlijks;

c) in de eerste twee jaren van het secundair onderwijs alleen : GLSO (afdeling moedertaal en geschiedenis) : van GLSO (algemene vakken).

Art. 28. Artikel 3 van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, technische vakken en beroepspraktijk, in de middelbare oefenscholen verbonden aan de middelbare normalscholen, in de lagere graad van de koninklijke atheneum en lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal of de Duitse taal is, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 3. In dezelfde scholen worden beschouwd als technische vakken en beroepspraktijk de andere vakken die in het programma van de afdelingen snit en naad, kleding, huishoudkunde en gelijkgestelde afdelingen voorkomen.

In dezelfde scholen (andere afdelingen dan die bedoeld in lid 1) worden beschouwd als beroepspraktijk de vakken die in het programma van de studies voorkomen onder de volgende benamingen : vakopleiding, vakpraktijk, werkplaats.

In dezelfde scholen (andere afdelingen dan die bedoeld in lid 1) worden beschouwd als technische vakken de andere vakken die in het programma van de studies voorkomen ».

Art. 29. In artikel 3, lid 1, van het ministerieel besluit d.d. 30 april 1969 tot vaststelling van de algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de middelbare oefenscholen verbonden aan de middelbare normalscholen, in de lagere graad van de koninklijke atheneum en lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waarvan de onderwijstaal de Franse taal is, worden de woorden « Voor de hierna bepaalde technische vakken en beroepspraktijk, de specificiteit van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van leraar technische vakken en beroepspraktijk (andere specialiteiten), in de middelbare scholen » vervangen door de woorden « Voor de hierna bepaalde technische vakken en beroepspraktijk, de specificiteit van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van leraar technische vakken (andere specialiteiten) en voor het ambt van praktijkleraar (andere specialiteiten) in de middelbare scholen ».

Art. 30. In artikel 8, nr. 11, d, 12, 13, 14, a, b, en 17, a, b, c, van voormeld koninklijk besluit worden de woorden « aangevuld met een jaar nuttige ervaring » geschrapt.

Art. 31. In artikel 12, lid 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1^o de woorden « in artikel 8, lid 11, 12, 13, 14 en 17 » worden door de woorden : « in artikel 8, lid 11, 14 en 17 » vervangen;

2^o de volgende zin wordt ingevoegd : « Op gunstig advies van de inspectie kan deze nuttige ervaring echter voor de helft in een ambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel worden opgedaan. De personeelsleden die minstens zes dienstjaren tellen in een ambt van praktijkleraar waarvoor zij de in artikel 8 bedoelde nuttige ervaring hadden, kunnen overigens, mits zij een gunstig advies van de inspectie bekomen, vrijgesteld worden van deze voorwaarde inzake nuttige ervaring om tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten, vast benoemd of gereffecteerd te worden in een ander ambt van praktijkleraar ».

Art. 32. Tussen het tweede en het derde lid van artikel 4 van het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psychopedagogisch jaar, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« Op gunstig advies van de inspectie kan deze nuttige ervaring echter voor de helft in een ambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel worden opgedaan. De personeelsleden die minstens zes dienstjaren tellen in een ambt van praktijkleraar waarvoor zij de valorisatie van de nuttige ervaring hadden bekomen, kunnen overigens, mits zij een gunstig advies van de inspectie bekomen, vrijgesteld worden van deze voorwaarde inzake nuttige ervaring om tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten, vast benoemd of gereffecteerd te worden in een ander ambt van praktijkleraar ».

Art. 33. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 4bis. Voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs neemt de Minister, in geval van ongunstig advies van de inspectie, een definitieve beslissing voor de in artikel 4 bedoelde nuttige ervaring nadat hij verzocht heeft om het advies van de Commissie die belast is met het uitbrengen van adviezen betreffende de werving van houders van andere voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen dan die van groep A, bedoeld in artikel 6, § 3 ».

Art. 34. Tussen het tweede en het derde lid van artikel 4 van het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de inrichtingen voor secundair technisch onderwijs en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« Op gunstig advies van de inspectie kan deze nuttige ervaring echter voor de helft in een ambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel worden opgedaan. De personeelsleden die minstens zes dienstjaren tellen in een ambt van praktijkleraar waarvoor zij de valorisatie van de nuttige ervaring hadden bekomen, kunnen overigens, mits zij een gunstig advies van de inspectie bekomen, vrijgesteld worden van deze voorwaarde inzake nuttige ervaring om tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten, vast benoemd of gereffecteerd te worden in een ander ambt van praktijkleraar ».

Art. 35. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 4bis. Voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs neemt de Minister, in geval van ongunstig advies van de inspectie, een definitieve beslissing voor de in artikel 4 bedoelde nuttige ervaring nadat hij verzocht heeft om het advies van de Commissie die belast is met het uitbrengen van adviezen betreffende de werving van houders van andere voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen dan die van groep A, bedoeld in artikel 6, § 3 ».

Art. 36. Een artikel 13sexies, luidend als volgt, wordt in voormeld besluit d.d. 22 april 1969 ingevoegd :

« Art. 13sexies : Het toezicht op de stages, ingedeeld als beroepspraktijk, kan in dertigsten van een opdracht met volledige prestaties en volgens dezelfde weddeschaal toegewezen worden aan een personeelslid aan wie minstens drie lessen worden toegekend in de gegroepeerde optie waaronder de stages ressorteren, zelfs indien dit personeelslid tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vast benoemd is in het ambt van leraar algemene vakken of van leraar technische vakken ».

Art. 37. Een artikel 17bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psychopedagogisch jaar :

« Art. 17bis. Het toezicht op de stages, ingedeeld als beroepspraktijk, kan in dertigsten van een opdracht met volledige prestaties en volgens dezelfde weddeschaal toegewezen worden aan een personeelslid aan wie minstens drie lessen worden toegekend in de gegroepeerde optie waaronder de stages ressorteren, zelfs indien dit personeelslid tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vast benoemd is in het ambt van leraar algemene vakken of van leraar technische vakken ».

Art. 38. Een artikel 21bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch onderwijs en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie ingevoegd :

« Art. 21bis. Het toezicht op de stages, ingedeeld als beroepspraktijk, kan in dertigsten van een opdracht met volledige prestaties en volgens dezelfde weddeschaal worden toegewezen aan een personeelslid aan wie minstens drie lessen worden toegekend in de gegroepeerde optie waaronder de stages ressorteren, zelfs indien dit personeelslid tijdelijk aangesteld of tot de stage toegelaten of vast benoemd is in het ambt van leraar algemene vakken of van leraar technische vakken ».

Art. 39. Een artikel 20bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit d.d. 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs verstrekt in de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs :

« Art. 20bis. Het toezicht op de stages, ingedeeld als beroepspraktijk, kan in dertigsten van een opdracht met volledige prestaties en volgens dezelfde weddeschaal, worden toegewezen aan een personeelslid aan wie minstens drie lessen worden toegekend in de gegroepeerde optie waaronder de stages ressorteren, zelfs indien dit personeelslid tijdelijk aangesteld of tot de stage toegelaten of vast benoemd is in het ambt van leraar algemene vakken of van leraar technische vakken ».

Art. 40. Artikel 17 van voormeld koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 17. Het getuigschrift middelbare technische normaalleergangen wordt aanvaard evenals het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, voor diverse ambten die in dit besluit worden opgesomd ».

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 41. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap worden in de lagere graad van het secundair onderwijs, de vastbenoemde of tot de stage toegelaten personeelsleden voor het ambt van leraar technische vakken en praktijkleraar, met uitsluiting van de leraars (specialiteit huishoudkunde) en de leraars (specialiteit snit en naad), geacht vastbenoemd of tot de stage toegelaten ten zijn tot beide ambten van leraar technische vakken en praktijkleraar op de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Als overgangsmaatregel behouden de in lid 1 bedoelde personeelsleden die vast benoemd waren tot het ambt van leraar technische vakken een beroepspraktijk (andere specialiteiten) en die een ambt met volledige prestaties uitoefenden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het voordeel van dit volledig ambt op grond van hetzelfde aantal lestijden.

Art. 42. De vastbenoemde personeelsleden wier benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat, of die tot de stage toegelaten zijn voor respectievelijk de ambten van leraar oude talen in het secundair onderwijs van de lagere graad of van leraar algemene vakken (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs van de hogere graad, en die houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs, vastgesteld in artikel 9bis van voormeld koninklijk besluit d.d. 22 april 1969, worden geacht vast benoemd of tot de stage toegelaten te zijn in het ambt van leraar oude talen (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs op de datum waarop dit besluit in werking treedt.

De vastbenoemde personeelsleden, wier benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat, in het ambt van leraar oude talen in het secundair onderwijs van de lagere graad of het ambt van leraar algemene vakken (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs van de hogere graad, die geen houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 9bis van het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969, behouden het voordeel van hun benoeming.

De personeelsleden, tijdelijk geworven als leraar oude talen in de lagere graad van het secundair onderwijs of als leraar algemene vakken (Latijn, Grieks) in het secundair onderwijs van de hogere graad op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven het voordeel genieten van de bepalingen die voordien op hen toepasselijk waren en kunnen vast benoemd worden op de vóór de inwerkingtreding van dit besluit geldende voorwaarden.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 43. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992.

Art. 44. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 210

[S-C — 29646]

**31 AOUT 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les branches apparentées dans l'enseignement secondaire de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959-modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 12bis, inséré par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, la loi du 31 juillet 1984, l'arrêté royal du 25 septembre 1984 et l'arrêté royal n° 458 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991, notamment les articles 4 et 6 modifiés par les arrêtés royaux des 22 et 31 juillet 1969, 7 mars 1979 et 1er août 1984 et l'article 4bis, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, notamment les articles 13bis à 13quinquies, insérés par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 29 juillet 1992;

Vu le protocole du comité de secteur IX et du comité de services publics provinciaux et locaux, 2ème section, daté du 18 août 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;